**Message principal :**

**«Nous voulons tous protéger l’environnement et réduire au minimum les effets négatifs. Les mesures correspondantes ont été lancées. Les initiatives phytos extrêmes vont trop loin et font beaucoup plus de mal que de bien. »**

# **Idées de courriers des lecteurs sur l’initiative pour l’eau potable**

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative sur l’eau potable.*

**Une initiative qui porte mal son nom
(ou l’initiative trompeuse sur l’eau potable)**

Nous voulons tous une eau potable propre. L’initiative sur l’eau potable ne nous permet toutefois pas d’atteindre cet objectif. Les auteurs de l’initiative entendent avant tout redistribuer les paiements directs. Les conditions sont tellement démesurées que de nombreuses exploitations, en particulier celles pratiquant une production plutôt intensive, préféreront se défaire de ce carcan. Les exploitations ne seraient dès lors plus tenues de respecter les prestations écologiques requises, qui constituent la base pour l’octroi des paiements directs. En votant oui, nous nous contraignons à suivre une voie contre-productive pour l’environnement et donc aussi pour l’eau potable.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative pour l’eau potable.*

**Les producteurs bio doivent aussi protéger leurs plantes**

Le comité pour le oui à l’initiative sur l’eau potable affirme qu’il est possible de s’adonner sans problème à la culture des champs en renonçant aux pesticides. Il en veut pour preuve que de nombreuses exploitations produisent déjà avec succès selon les normes biologiques ou pratiquent la permaculture. Le fait que même les exploitations biologiques ne peuvent se passer de traitements pour les cultures exigeantes comme les fruits ou les pommes de terre est passé sous silence. Il s’agit juste de produits différents. C'est aussi pour cette raison qu’il n’y a presque pas de colza biologique. Et des permacultures à grande échelle demanderaient énormément de travail. La population suisse devrait alors passer son temps libre dans les fermes pour leur prêter main-forte. Ce qui semble bon à première vue ne l’est pas toujours à y regarder de plus près. Nous, les familles paysannes, sommes conscientes de notre responsabilité et nous cherchons en permanence à nous améliorer. Ce serait bien que nos efforts soient reconnus. Tout le monde est invité à promouvoir l’agriculture biologique et à acheter davantage de produits biologiques.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative sur l’eau potable.*

**Les antibiorésistances nous concernent tous**

À en croire le comité pour le oui à l’initiative sur l’eau potable, l’agriculture est seule responsable du problème des résistances dans l’utilisation d’antibiotiques. Les grands progrès réalisés en médecine vétérinaire ces dernières années passent complètement inaperçus. Au cours des dix dernières années, l’utilisation d’antibiotiques a diminué de plus de moitié. Chaque traitement est prescrit par le vétérinaire et enregistré dans une base de données. Dans ce domaine, la médecine vétérinaire a plus d’une longueur d’avance sur la médecine humaine !

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative pour l’eau potable.*

**L’eau du robinet peut être bue sans crainte**

Les nouvelles selon lesquelles notre eau potable serait polluée sont alarmantes. Néanmoins, les reportages à sensation des médias ne rendent pas compte de la situation. Ce n’est pas la qualité de l’eau potable qui s’est détériorée, mais une substance, utilisée depuis 40 ans, qui a été réévaluée. Considérée comme inoffensive jusqu’ici, celle-ci n’était même pas recherchée lors d’analyses. Nous n’en sommes désormais plus certains. Le risque est du même ordre que dans le cas du travail en alternance ou des légumes marinés. Et il faudrait qu’une personne boive 10 000 litres par jour pour que ce risque soit réel (déclaration du chimiste cantonal bernois). La substance a néanmoins été interdite par la suite. Notre système préventif fonctionne !

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative sur l’eau potable.*

**Davantage d’importations, moins de bien-être animal**

Oui, nous, aviculteurs et éleveurs de porcs, ne pouvons pas nourrir nos animaux uniquement avec des aliments suisses. Nous n’avons pas assez de terres arables ou trop de montagnes et de collines pour en produire en Suisse. Si nous ne pouvons plus importer des aliments pour animaux, nous devrons mettre la clé sous le paillasson. Les œufs et la viande de poulet sont en vogue, et leur consommation ne cesse d’augmenter. La viande de porc reste la viande la plus consommée. La solution serait alors d’importer davantage d’œufs et de viande. Cependant, aucun autre pays ne dispose de normes de bien-être animal aussi élevées et de contrôles aussi stricts que la Suisse. L’initiative sur l’eau potable va encore beaucoup plus loin. Elle ne veut que des fourrages produits sur l’exploitation. Même les exploitations biologiques ne peuvent pas remplir cette condition. Résultat : davantage d’importations et moins de bien-être animal.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative sur l’eau potable.*

**La Suisse est un pays d’herbages**

Si l'initiative sur l’eau potable est acceptée, je ne pourrai nourrir mes animaux qu’avec des fourrages produits sur mon exploitation. Les auteurs de l’initiative prétendent que l’agriculture serait alors adaptée aux conditions locales. Si je veux acheter quelques balles de foin à mon voisin, le mode d’exploitation ne serait-il donc plus adapté aux conditions locales ? Ce n’est là qu’une des nombreuses questions que soulève l’initiative sur l’eau potable. Pour des raisons climatiques et topographiques, seule l’herbe pousse sur environ trois quarts des terres en Suisse. Il est donc non seulement logique, mais aussi très efficace d’exploiter ces surfaces avec des ruminants. Et si ces ruminants, tout comme les porcs et les volailles, contribuent à réduire le gaspillage alimentaire en mangeant des sous-produits de la production alimentaire, tels que le tourteau de colza ou le son de blé, il semble quand même pertinent de qualifier ce système d’adapté aux conditions locales, surtout dans un pays d’herbages comme la Suisse.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative sur l’eau potable.*

**Des nutriments pour nos sols**

Les auteurs de l’initiative sur l’eau potable critiquent l’utilisation d’engrais dans l’agriculture. Mais sans éléments nutritifs, les plantes ne poussent plus. Tout comme nous, les humains, avons besoin de notre nourriture quotidienne. Lors de la récolte, nous, les familles paysannes, enlevons beaucoup de nutriments aux sols. Nous devons les y réintroduire afin qu’il y en ait suffisamment pour la culture suivante. Aujourd'hui, nous, les familles paysannes de Suisse, devons présenter un bilan de fumure équilibré et le prouver par écrit. Si certains lacs du Plateau suisse affichent encore des concentrations trop élevées, il s’agit de la pollution du passé. Nous avons tiré des leçons de cette expérience et nous continuons de nous perfectionner pour produire des aliments ayant le moins d’impacts négatifs possible. Nous, les familles paysannes, voulons aussi une eau propre et un environnement intact. Tous deux représentent la base de notre existence.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative sur l’eau potable.*

**Trop d’animaux de rente ?**

Les auteurs de l’initiative sur l’eau potable ne cessent de répéter que les effectifs d’animaux sont trop grands en Suisse. Or ce n’est pas vrai : nous avons encore besoin d’une certaine quantité d’engrais de synthèse pour que nos cultures reçoivent un apport suffisant en éléments fertilisants. De plus, nous consommons aussi les produits d’origine animale. En cas de réduction des cheptels à consommation égale, nous importerons tout simplement davantage de produits d’origine animale. Qu’une vache pète en Allemagne ou en Suisse a la même incidence sur le climat. Nous voulons tous protéger l’environnement et réduire au minimum les effets négatifs. Les mesures correspondantes ont été lancées. L’initiative extrême sur l’eau potable rate sa cible et fait finalement plus de mal que de bien.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative sur l’eau potable.*

**Ne compromettons pas les prestations en faveur de la biodiversité !**

L’initiative sur l’eau potable exige davantage de biodiversité dans l’agriculture. C’est louable ! Mais vu le texte de l’initiative, c’est exactement le contraire qui va se produire. Celle-ci vise à lier l’octroi des paiements directs à deux nouvelles conditions que de nombreuses exploitations ne pourront pas remplir. Aujourd'hui, seules les exploitations qui respectent les « prestations écologiques requises » reçoivent des paiements directs. Chaque exploitation doit, entre autres, consacrer 7 % de ses terres à la promotion de la biodiversité. Si nous évinçons les exploitations du système des paiements directs en leur imposant des exigences disproportionnées, les prestations prévues par ce système passeront à la trappe ! Ce serait totalement contre-productif, surtout pour la biodiversité !

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative sur l’eau potable.*

**L’initiative sur l’eau potable menace la biodiversité**

Grâce aux paiements directs, plus de 18 % de la surface agricole utile de la Suisse sont aujourd’hui consacrés à la promotion de la biodiversité. La loi n’exige en fait que 7 %. Avec ses exigences beaucoup trop radicales, l’initiative sur l’eau potable évincerait de nombreuses exploitations agricoles du système des paiements directs. Ce faisant, elle compromettrait les prestations que celles-ci fournissent pour la biodiversité. Par conséquent : ne jetons pas le bébé avec l’eau du bain et votons non à l’initiative trompeuse sur l’eau potable le 13 juin prochain ! Cette initiative porte mal son nom, elle n’a rien à voir avec l’eau potable.

*Prénom, nom, lieu*

# **Idées de courriers des lecteurs sur l’initiative antipesticides**

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative antipesticides.*

**Évitons d’encourager le tourisme d’achat**

Interdire les pesticides de synthèse dans le pays et pour les importations alimentaires : l’idée, a priori séduisante, a quelques hics. Tout d’abord, nous privons les consommateurs de leur liberté. Ils n’auraient plus le choix dans le magasin, mais que des aliments répondant en gros aux normes de la production bio, qui coûteraient évidemment plus cher. Ensuite, la production diminuerait, si bien que nous devrions accaparer des terres supplémentaires à l’étranger pour couvrir nos besoins. C’est aussi notre empreinte écologique liée à l’alimentation qui empirerait ainsi. Enfin, nous obligerions tous ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas payer plus cher leur nourriture à s’approvisionner de l’autre côté de la frontière. Quiconque ne veut pas encourager le tourisme d’achat devraient donc voter non à l’initiative antipesticides le 13 juin.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_. \_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative antipesticides.*

**Non au bio obligatoire !**

Voulons-nous vraiment dicter à la population qu’elle ne doit acheter que des produits biologiques à l’avenir ? Et que la nourriture devienne, ma foi, beaucoup plus chère en Suisse ? Je me demande de quel droit d’autres se mêleraient de mes choix et je voterai à coup sûr non à l’initiative antipesticides le 13 juin prochain.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_. \_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative antipesticides.*

**Ne chassons pas l’industrie alimentaire à l’étranger**

L’initiative antipesticides veut interdire complètement l’utilisation de pesticides de synthèse dans le secteur agricole et alimentaire indigène, et restreindre les importations aux aliments produits sans pesticides. Si l’initiative passe, il ne fait aucun doute que l’industrie du chocolat et du café, par exemple, tournera le dos à la Suisse. L’industrie alimentaire en général risque de connaître des lendemains difficiles. Je ne veux pas mettre en péril ces emplois, ni l’approvisionnement de mon propre pays. Des crises surviennent plus souvent que prévu.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_. \_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et l’initiative antipesticides.*

**Personne ne veut manger des résidus de pesticides**

Les auteurs de l’initiative antipesticides ont lancé leur campagne de votation. Ils font valoir qu’ils veulent protéger notre santé. Je comprends et partage cette préoccupation. Cependant, pour atteindre cet objectif, nous devons tous tirer à la même corde et considérer notre alimentation comme un tout. S’obstiner à ignorer toutes les mesures prévues ou déjà mises en œuvre pour réduire les risques liés à l’utilisation des produits phytosanitaires ne nous rapprochera pas de notre objectif commun. L’amélioration est un processus continu. Nous faisons plus de mal que de bien avec des revendications à mille lieues de la réalité du marché. Par conséquent, non à cette initiative extrême, mais oui à de nouvelles améliorations et à la voie déjà ouverte et tracée par le Parlement.

*Prénom, nom, lieu*

# **Idées de courriers des lecteurs sur les deux initiatives phytos**

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_. \_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et les initiatives phytos.*

**« La prochaine révolution alimentaire a lieu dans l’agriculture conventionnelle »**

Cette récente déclaration d’Urs Niggli, ancien directeur de l’Institut de recherche de l'agriculture biologique, résume bien la situation. Il est possible de rendre durable notre agriculture conventionnelle. Cela ne signifie pas pour autant que nous devons nous nourrir que de produits issus de permacultures biologiques et purement végétaliens. Grâce aux nouvelles technologies dans la production végétale et à la recherche dans le domaine de la sélection des variétés, la culture des champs pourrait devenir plus efficace et préserver davantage les ressources. Un changement des tendances alimentaires et une réduction de la consommation d’aliments d’origine animale sont nécessaires à cet effet. En revanche, rien n’est gagné avec les initiatives phytos extrêmes, qui ne font que bouleverser l’agriculture et mettre en danger la production régionale.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et les initiatives phytos.*

**Bientôt des pesticides dans nos assiettes ?**

Pratiquer l’agriculture, c’est intervenir sur la nature. Comme toute autre activité et vie humaines d’ailleurs. Le défi pour nous, paysans et paysannes, est de produire les aliments indispensables à notre approvisionnement avec le moins d’effets négatifs possible. C’est un processus constant, car il y a toujours de nouvelles découvertes. Nous avons tout intérêt à protéger les ressources naturelles. Et nous nous améliorons sans cesse, même si les médias n’en parlent guère. Entretemps, par exemple, la moitié de tous les produits phytosanitaires utilisés sont également autorisés en agriculture biologique. Si nous mettons en péril notre production régionale avec deux initiatives beaucoup trop extrêmes, nous compromettrons ce développement. Au lieu de manger des produits locaux, nous mangerions davantage de produits étrangers, et les pesticides indésirables se retrouveraient directement dans nos assiettes.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et les initiatives phytos.*

**Nous sommes sur la bonne voie**

L’agriculture est tout à fait consciente de sa responsabilité à l’égard de l’environnement et de notre santé. Avec le Plan d’action Produits phytosanitaires, l’initiative parlementaire « Réduire le risque de l’utilisation des pesticides et les pertes d’éléments fertilisants », la Stratégie nationale Antibiorésistance, le Plan d’action pour la biodiversité et la Stratégie pour un approvisionnement durable en fourrages suisses, la voie vers des améliorations supplémentaires est tracée. Il n’y a donc aucune raison de mettre en danger la production régionale avec deux initiatives extrêmes. Vous pouvez nous faire confiance, car nous, les familles paysannes, voulons aussi une eau propre et des aliments sains. Toute autre solution n’est pas durable pour nous non plus.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et les initiatives phytos.*

**Les errements d’une société d’abondance**

Il fut un temps où les produits phytosanitaires étaient considérés comme la panacée et le catalyseur de notre prospérité et de notre santé. À cette époque-là, notre population devait faire face à de mauvaises récoltes, voire des pertes totales (de récoltes), ainsi qu’à des infestations fongiques aux effets néfastes sur la santé. Ces problèmes entraînaient souvent la faim, des maladies et une mortalité infantile élevée. Aujourd'hui, nous vivons dans l’abondance, et beaucoup pensent que cela irait aussi sans protéger nos plantes. Hélas, ce n’est toujours pas le cas, pas même dans l'agriculture biologique. D’autres options efficaces ne sont pas disponibles partout. Nous cherchons cependant sans cesse à nous améliorer ! Cette voie est toutefois fortement menacée par les deux initiatives phytos extrêmes. Celles-ci compromettraient surtout notre production locale et régionale, et nécessiteraient des importations supplémentaires. Nous avons la responsabilité de contribuer à notre propre approvisionnement alimentaire, même si nous pouvons nous permettre, en tant que pays riche, d’acheter ce qui nous manque à l’étranger. Les terres agricoles sont devenues un bien rare dans le monde entier.

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et les initiatives phytos.*

**Le verre est à moitié plein**

L’agriculture est souvent accusée de ne pas atteindre ses objectifs environnementaux. Il s’agit là d’une vision partiale et injustifiée de la réalité. Le fait est que, selon le Conseil fédéral, l’agriculture a atteint sept objectifs, en particulier dans le domaine de la biodiversité. Dans le cas des autres objectifs, le degré de réalisation dépasse en général 80 %. Pour neuf objectifs, il n’est pas possible d’en dire plus, faute de données concrètes pour le vérifier. Ces faits sont tout simplement ignorés par les auteurs des deux initiatives phytos. Par ailleurs et en dépit des annonces faites autrefois, il n’existe toujours pas d’objectifs environnementaux pour les autres secteurs de l’économie. Le verre est à moitié plein, nous sommes sur la bonne voie. Et nous sommes prêts à continuer sur cette lancée. Vous pouvez faire confiance aux familles paysannes !

*Prénom, nom, lieu*

*Courrier d’un lecteur concernant l’article « \_\_\_ » dans \_\_\_ du\_\_.\_\_\_.\_\_\_\_ ou courrier d’un lecteur concernant les votations du 13 juin et les initiatives phytos.*

**Fini la liberté de choix alimentaire**

Nous jouissons de nombreuses libertés en Suisse. Nous sommes libres d’exprimer nos opinions, de choisir la profession que nous voulons exercer, et de participer aux élections et aux votations. Deux initiatives vont passer en votation qui, en cas d’acceptation, nous priveront d’une de nos libertés, à savoir celle de choisir ce que nous mangeons aujourd’hui. Même si l’appel à la population à se nourrir de façon plus saine et plus écologique est tout à fait pertinent, la voie proposée ne permettra pas d’atteindre les objectifs. Il ne faut pas oublier que, même dans un pays riche comme la Suisse, tout le monde ne peut pas se permettre de dépenser beaucoup plus d’argent pour se nourrir. Et la Suisse est un petit pays. Avec des frontières rapidement accessibles de presque partout, la tentation de faire ses achats à l’étranger reste vive.

*Prénom, nom, lieu*